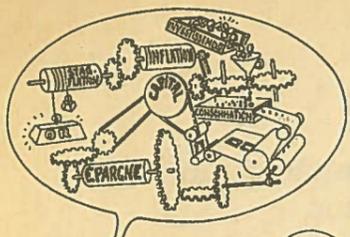


La prospective



D'ici à 2010, les progrès de la productivité pourraient entraîner, à activité constante, la suppression d'un tiers des emplois de bureau dans les pays développés; de nouvelles techniques de décontamination (les «bactéries mangeuses de plutonium») pourraient limiter les conséquences environnementales d'éventuels accidents nucléaires; le Japon sera confronté à un phénomène massif de vieillissement démographique qui pèsera sur son dynamisme. Ces conjectures ne sont pas le produit d'une imagination trop fertile: elles sont inscrites dans les tendances qu'étudient jour après jour, à travers le monde, les économistes, technologues et autres spécialistes des études de long terme pour le compte des gouvernements et des entreprises.

Dans une époque d'accélération du changement technique et social, il est en effet nécessaire de voir loin et large pour éclairer l'action présente, comme le notait déjà le philosophe Gaston Berger à la fin des années 50. Mais si la prospective bénéficie d'une audience croissante, son contenu, son histoire, ses méthodes restent encore mal connus du grand public. Ce «regard sur l'avenir destiné à éclairer l'action présente» (Michel Godet) présente six caractéristiques essentielles – vision longue, globalité, volontarisme, rationalité, prise en compte d'éléments qualitatifs autant que de données chiffrées, pluralité des futurs possibles – qui fondent sa spécificité par rapport à la prévision, à la divination ou à la littérature d'anticipation. Mais son influence et ses orientations sont très diverses selon les pays. Il existe ainsi au Japon une forte sensibilité aux questions de long terme, ouvrant à la prospective un large champ d'activités, qui contraste avec le «court-termisme» des firmes américaines. En France, pays de grande tradition prospective, on a insisté, beaucoup plus qu'ailleurs, sur la pluridisciplinarité et la mise au point de méthodes susceptibles de prendre en compte la diversité des futurs possibles. Quant à l'influence prospective scandinave, ses orientations sont souvent humanistes et contestataires, sont assez éloignées de la problématique gestionnaire et productiviste qui caractérise souvent les travaux venus d'Asie.

Quels sont ses antécédents ?

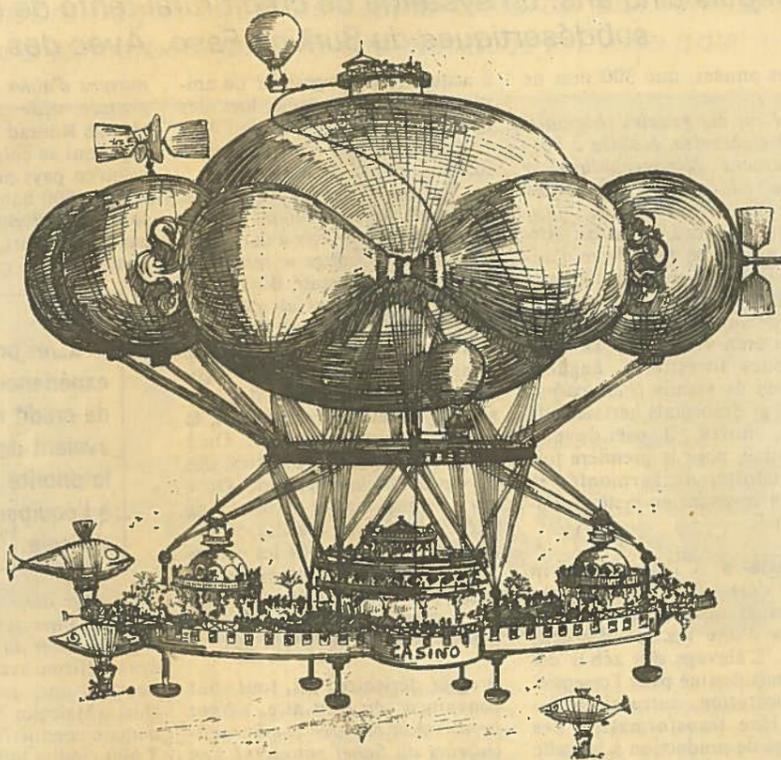
L'histoire des représentations de l'avenir est aussi ancienne que celle des religions. Mais c'est dans le monde industrialisé que, à la fin du XIX^e siècle, la littérature d'anticipation prend son essor (voir Bernard Cazes, 1986). Impacts du progrès scientifique sur les modes de vie, urbanisme et guerre de l'avenir passionnent alors les lecteurs du *Lady Home Journal*, ou du *Magasin d'éducation*. Jules Verne, Albert Robida, Tony Moilin, Maurice Spronck et bien d'autres s'y livrent à des essais littéraires où l'imagination l'emporte largement sur la méthode. Ainsi Robida nous décrit-il dans *la Vie aux XX^e siècle* (1883) un Paris de 1950 au ciel encombré de dirigeables et de maisons volantes en carton-pâte. Les tours de Notre-Dame ont été transformées en plates-formes d'embarquement aérien. Les appartements sont peuplés d'automates électriques qui ont remplacé le personnel de maison. L'usage du «téléphonoscope» (mélange de télévision, de téléphone et de vidéotransmission) s'est généralisé. L'utilisation de «wagons-obus» ultrarapides permet au Parisien d'aller acheter son café au Brésil dans la matinée.

Au tournant du XX^e siècle, un genre plus sérieux apparaît: il ne s'agit plus seulement de distraire, mais aussi d'informer et de faire réfléchir. L'Américain Charles Steinmetz décrit ainsi en 1915 dans un article du *Lady Home Journal* les conséquences d'un développement généralisé de l'électricité: automatisation, hausse de la productivité, augmentation du temps de loisir, essor des équipements ménagers et du téléphone, baisse de la pollution urbaine sont quelques-unes des perspectives ouvertes. Quant au romancier Herbert George Wells, convaincu de la nécessité d'explorer rationnellement les tendances de l'avenir pour éclairer les décisions politiques, il s'essaye, dans *Anticipations* (1902), à une prévision des moyens de transport du futur. Il anticipe correctement le remarquable développement de l'automobile, d'usage plus souple que le train et plus sûr que la bicyclette, mais sous-estime les perspectives d'application civile des «plus lourds que l'air».

Comment s'est-elle développée ?

Si l'on excepte quelques initiatives présidentielles américaines dans l'entre-deux-guerres, c'est après 1945 que la prospective apparaît comme une discipline à part entière, avec ses chercheurs, ses méthodes, ses institutions. Aux Etats-Unis, le premier «think-tank», la Rand Corporation, créée en 1946, analyse pour le compte du Pentagone l'évolution des techniques d'armement, avant d'élargir ses investigations au domaine de la géostratégie. Puis viennent les universitaires. La *Commission de l'an 2000*, animée par Daniel Bell, annonce en 1967 le passage vers une future «société postindustrielle»: montée du tertiaire et des cols blancs, rôle croissant de la recherche et de la formation, essor des techniques de l'information, automatisation des tâches, avènement d'une société des loisirs en sont les composantes. Les initiatives se multiplient également en Europe à la même époque: comité pour les trente prochaines années en Angleterre; en France, travaux du Plan (avec, dès 1965, le rapport *Réflexions pour 1985*), de la Datar sur l'aménagement du territoire et du Centre d'études prospectives de Gaston Berger. Ce dernier est d'ailleurs le créateur du néologisme «prospective» qu'il opposait à «rétrospective».

Mais le modèle de développement des «trente glorieuses» est contesté. En 1971, la publication par le Club de Rome du rapport «Halte à la croissance» a un immense retentissement. Selon les auteurs, la poursuite indéfinie de la croissance démographique et industrielle, sur une planète aux ressources limitées, pourrait conduire, au milieu du XXI^e siècle, à une catastrophe écologique et humaine majeure. Les débats passionnés qui suivent la sortie du rapport donnent à la réflexion prospective une impulsion considérable. Les grandes organisations internationales (ONU, IASA, OCDE avec le rapport *Interfuturs...*) réalisent à leur tour, au cours des années 70, de nombreux travaux sur le long terme, tandis que les initiatives nationales se multiplient dans les pays développés, donnant lieu à des rapports célèbres: Le Japon en route vers le XXI^e siècle (1978), La Suède dans le grand marché mondial (1978), et, aux Etats-Unis, *Global 2000* (1980). Après un certain ralentissement au cours des années 80 – la crise économique conduisant à privilégier les urgences immédiates – la prospective retrouve au début des années 90 un second souffle, lié notamment à la conscience de menaces écologiques globales (voir le rapport ONU, *Our Com-*



«LE NUAGE-PALACE» (A. ROBIDA) IN QUAND NOS GRANDS-PÈRES IMAGINAIENT L'AN 2000, DE GUILLEMETTE RACINE, NATHAN

TROIS ENJEUX MAJEURS A LONG TERME

Globalisation. Le rapport du Plan, *Entrer dans le XXI^e siècle*, soulignait déjà le caractère multiforme – à la fois économique, politique et culturel – d'un mouvement ancien de mondialisation qui aujourd'hui s'accélère, bousculant les identités nationales et les légitimités étatiques. La tendance va s'amplifier, estimant la plupart des futurologues, même si l'Américain Michael Marien souligne les freins potentiels: maintien des écarts entre nations riches et pauvres, crispations nationalistes, inefficacité des institutions internationales. Mais quel sera, dans le nouvel ordre mondial en gestation, le rôle des multinationales, des Etats, des organismes supranationaux?

Ricardo Petrella pronostique un rôle croissant des multinationales, «seules organisations susceptibles d'assurer la meilleure gestion des ressources disponibles au niveau planétaire». Marien va jusqu'à leur prédire un rôle politique, en envisageant, pour l'an 2010, la mise en place d'un directeur mondial par une douzaine de mégafirmes, Alvin Toffler prévoit au contraire un retour vers les petites structures souples et locales, mieux adaptées aux exigences de l'économie «relationnelle» du XXI^e siècle que les mastodontes issus de l'ère usinière.

Quant aux Etats nationaux, leur perte probable de pouvoir et d'autonomie s'effectuera-t-elle au profit de grandes organisations supranationales? L'idée fait son chemin: Robert Fossaert, dans *le Monde au XXI^e siècle* (1990), défend l'idée d'une délégation élargie des pouvoirs vers des agences internationales dans les domaines où le niveau étatique n'est plus adapté à la nature de l'enjeu, comme la protection de l'environnement.

Enfin, les incertitudes sur la future hiérarchie des nations ont été remarquablement résumées par les quatre scénarios mondiaux à l'horizon 2010 récemment élaborés par le bureau du Plan néerlandais (*Scanning the Future*, 1992): domination du couple nippo-américain; dynamisme européen et déclin américain accentués; fragmentation et marginalisation du Sud; croissance équilibrée et rattrapage accéléré des pays en développement. Rendez-vous dans vingt ans...

Progrès technique. Plus que jamais, nos futurologues s'intéressent au changement technique et à ses conséquences sociales. Thierry Gaudin nous promet ainsi, dans *2100, récit du prochain siècle* (1990), scénario hardi d'anticipation, la grue volante, le téléphone cellulaire, la

domotique/bureautique généralisée pour 2020; en 2060, l'habitat transportable par dirigeable, l'agriculture «hors sol», les villes artificielles sur les océans, le scooter aérien et le tourisme dans l'espace; enfin, pour 2100, la création d'êtres vivants de synthèse, la concrétisation des rêves, la télépathie artificielle, la disponibilité de sources d'énergie inépuisables, l'exploitation minière de la Lune et des planètes proches, enfin la préparation de la sortie du système solaire.

D'autres futurologues se sont efforcés de ramener les évolutions techniques en cours à quelques tendances fondamentales. L'idée la plus fréquemment évoquée, inspirée des travaux de Joseph Schumpeter, de Christopher Freeman et de Bertrand Gilles, est celle de la transition entre deux systèmes sociotechniques. C'était déjà la thèse de l'école américaine de la «société postindustrielle», qui a fait l'objet de mises à jour régulières. Jacques Robin (*Changer d'ère*, 1989) annonce ainsi le passage de l'ère «énergétique» à l'ère «informatique», tandis qu'Alvin Toffler, parmi d'autres, affirme dans *les Nouveaux Pouvoirs* (1991), que la maîtrise du savoir constituera demain la source essentielle du pouvoir. La vieille société «matérialo-machiste», centralisée, industrialiste et uniformisante, céderait donc la place, dans les pays développés, à des types d'organisation plus ouverts, décentralisés, pluralistes, réactifs et innovants. «Du fordisme au fujitsuisisme», pour reprendre l'expression de Kenney et Florida...

Ecodéveloppement. «Si les tendances actuelles se maintiennent, le monde de l'an 2000 sera plus surpeuplé, plus pollué (...) et plus exposé à des bouleversements que le monde d'aujourd'hui»: la phrase liminaire du rapport américain *Global 2000* (1980) résume la gravité supposée de la crise écologique à venir, diagnostic alarmiste repris par des publications plus récentes, comme *Our Common Future*. La tendance nouvelle consiste à chercher les voies d'un «développement durable», susceptible de concilier croissance et environnement, en préservant la base de ressources naturelles nécessaires au bien-être des générations futures. Dans *Saving the Planet* (1992), le Worldwatch Institute a tracé les axes de cet «écodéveloppement»: énergies renouvelables, écotaxes, récupération des déchets, préservation des sols et de la biodiversité, priorité aux transports en commun... Ambitieux programme qui confine parfois, au dogmatisme et à l'irréalisme.

BIBLIOGRAPHIE

- *L'Histoire des futurs*, de B. Cazes, Seghers, 1986 (très complet).
- *Quand nos grands-pères imaginaient l'an 2000*, de G. Racine, Nathan, 1991 (une lecture distrayante).
- *De l'anticipation à l'action*, de M. Godet, Dunod, 1992 (très précis et très documenté).
- *The Art of the Long View*, de P. Schwartz, Doubleday-Luleny, 1991 (très accessible).
- *Les Travailleurs du futur*, d'A. Battle, Seghers, 1986 (très vivant, malheureusement un peu ancien).
- *On Alternative Ways of Studying the Future*, de K. Dahle, A. S. Reistad, 1991 (un guide fort utile).
- *Studies for the XXIth Century*, de J.M. Garret et alii, UNESCO, Future-Oriented Study Program, 1991 (sur les tra-

- *Entrer dans le XXI^e siècle*, CGP, La Découverte/La Documentation française, 1990 (sur la France).
- *Interfuturs, pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible*, OCDE, 1979. Jacques Lesourne en a tiré *les Mille Sentiers de l'avenir*, Seghers, 1981.
- *Our Common Future*, rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, Oxford University Press, 1987 (sur les problèmes environnementaux).
- *La Prospective*, de Jacques Lesourne, in *Encyclopédie économique*, Economica, 1990.

Revue à consulter:

- *Futuribles*, 55, rue de Varenne, Paris.
- *Futures*, Butterworth-Heinemann,

Quels sont les organismes

La plupart des grandes institutions internationales ont une réflexion sur ce terme. L'ONU, à travers ses agences (PNUE, PNUD...), est très active sur les questions d'environnement et de développement (Plan bleu pour la Méditerranée, travaux sur le changement climatique...). Ses projections démographiques sont autorisées. L'UNESCO a lancé un programme de recherche sur l'avenir de la science et de l'éducation. L'OCDE place un forum sur l'avenir économique à long terme des pays développés. Dans le cadre, entre autres, du programme Fast, a réalisé d'importants travaux de pact social du progrès technique mondialisation.

Les organisations non gouvernementales sont également très actives, dans une mesure souvent plus contestataire. A l'instar de la Worldwatch Institute dénoncée l'année dernière dans son rapport *l'Etat de l'environnement*, les impasses d'un modèle de développement fondé, selon lui, sur le gaspillage des ressources naturelles et l'urbanisme incontrôlé. L'Institut pour le XXI^e siècle cherche à favoriser la prospective dans les pays en développement. Enfin, dans le domaine géopolitique, l'Institut d'études stratégiques de Stockholm (SIPRI) (Stockholm International Research Institute) conduit une réflexion permanente sur les dépenses militaires existantes et potentielles, etc.

Au niveau national, quatre organismes mènent des études de long terme: des institutions publiques d'éclairer la décision politique (Technological Assessment aux Etats-Unis, Economic Planning Agency au Japon, en France); des universités (Lund Conservatoire national des arts et des lettres en France, université du Sussex en France); des institutions indépendantes non lucratives (Institut pour le futur en Suède, Futuribles et sa revue en France, Policy Study Institute en Grande-Bretagne...); des organismes conseil privés (Stanford Research aux Etats-Unis, Nomura Research au Japon, GERPA, et BIPE en France, enfin de grandes entreprises: Inbase (Lafarge-Coppée...), transpact (RATP) et bien sûr énergie (EDF...).

Quelles sont les méthodes

Le prospectiviste est confronté à une triple difficulté: il doit dire ce qui est probable et le souhaitable, intégrer les plus divers, enfin résumer l'incertitude des futurs possibles en un petit nombre de scénarios à la fois cohérents, plausibles et pertinents.

Les méthodes dites «classiques», comme l'Abaque de Regnier ou le Delphi, permettent le recueil d'opinions systématique d'opinions sur la probabilité d'occurrence ou la date d'un événement donné. Les analyses «systémiques» (analyse de scénarios croisés, arbres de décision) permettent d'identifier les variables les plus influentes, et/ou les plus incertaines, à l'égard de causalité entre les événements. Cette approche quelque peu complexe de se produire, et à l'évaluation des différents scénarios et à l'identification de scénarios pertinents. Cette approche quelque peu complexe peut être utilement complétée par l'analyse du jeu des acteurs visant à l'identification des conflits et alliances pour laquelle des méthodes spécifiques ont été développées par la direction de Michel Godet (tableau des pouvoirs...).

L'utilisation des outils de prospective dans le cadre d'une démarche, appelée «méthode de scénarios», a été définie par la prospective défini le système étudié, description passée et sa situation actuelle, les «variables-clés» et analysés les tendances les plus probables, repéré les tendances les plus probables, on définit quelques questions essentielles appelées «dimensions d'analyse». Celles-ci sont alors combinées pour définir les scénarios les plus plausibles et les plus significatifs. Enfin, l'identification du scénario, et son chiffrement, à ce stade, le recours aux méthodes de simulation peut s'avérer utile. Les «futurologues» américains les plus importants ont développé une importance plus grande que les prospectivistes français, plus orientés vers les variables qualitatives.

Tous ces instruments de prospective sont des disciplines scientifiques principales. Leur principal mérite consiste à offrir un peu d'ordre et de méthode dans l'exploration de l'avenir. Il s'agit de sélectionner un élément important n'affecte pas le débat et le dialogue, les idées reçues. C'est, comme le dit Schwartz, l'«art» de prospecter.